

Commerce des services : les mouvements sociaux résistent

par Alessandro PELIZZARI,* Lausanne

La campagne «Non au bradage mondial des services publics», qu'Attac¹ a lancé avec la Déclaration de Berne et les syndicats suisses, vise à mettre les services publics hors de portée de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).² En exigeant que l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), à l'ordre du jour de la conférence ministérielle au Qatar, en novembre, soit reconsidéré, cette lutte représente un nouveau rendez-vous pour les mouvements sociaux engagés contre la mondialisation néolibérale. Ce qui se concocte actuellement à huis clos sur le commerce des services est très exactement ce qui avait été spectaculairement refusé à Seattle : la mainmise des sociétés transnationales sur de nouveaux secteurs et la marchandisation programmée des services publics, notamment des secteurs de la santé et de l'éducation.

Annoncé en fanfare, le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, dit *Cycle du millénaire*, avait piteusement capoté en novembre 1999 à Seattle, lors de la conférence ministérielle de l'OMC. Cet échec n'a nullement empêché les pays membres de reprendre tout de suite les négociations. Confronté aux critiques, Pascal Couchepin a nié toute influence de l'AGCS sur notre législation, car «tout Etat (...) a le droit de légiférer de manière autonome au chapitre des services». ³ Peut-être le ministre a-t-il voulu simplement dire que le processus de libéralisation est déjà tellement avancé en Suisse, que la législation continuera à être modifiée pour satisfaire les exigences des grands groupes industriels et financiers, que l'AGCS soit adopté ou non...

Examinons de plus près la question. Etabli en 1994, l'AGCS fut le premier accord multilatéral à être conclu sur l'ensemble des services, couvrant, entre autres secteurs, ceux de l'environnement, la cul-

ture, les ressources naturelles, l'eau potable, la santé, l'éducation, la sécurité sociale. Lors de sa ratification, les Etats signataires s'étaient engagés à le renégocier en l'an 2000.

A l'inverse des autres accords de l'OMC, l'AGCS ne s'applique pas uniquement au commerce. Les services sont produits là où ils sont fournis, c'est-à-dire pour l'essentiel localement. Ils relèvent donc moins d'une logique d'exportation que d'investissement sur place. Comme le souligne le secrétariat de l'OMC, «l'AGCS est (...) le premier accord multilatéral sur les investissements car il ne couvre pas uniquement le commerce transfrontalier, mais toutes les formes possibles de fourniture de services, y compris le droit d'établir une présence commerciale sur le marché d'exportation.» ⁴ Ce qui est en cause ici est donc moins la suppression de droits de douane

* Sociologue, membre du secrétariat d'Attac Suisse.

que l'application généralisée des principes garantissant la «liberté d'investir».

Il est important de s'attarder quelque peu sur cette notion d'investissement, qui avait déjà été au centre des préoccupations de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), échoué en 1998 après une importante campagne citoyenne.⁵

Concentration des richesses

Dans le domaine économique, le terme est utilisé couramment dans un sens très favorable. Encore récemment, Klaus Schwab, le président du World Economic Forum de Davos, ne prétendait-il pas que «lors des trente dernières années, 100 millions de personnes ont dépassé le seuil de pauvreté grâce aux multinationales qui ont investi dans les fabriques, en créant des emplois, en soutenant les familles, etc.»⁶ Ne faut-il donc pas tout faire pour encourager l'investissement ?

Répondons par un simple rappel : les sociétés transnationales (STN) ne sont pas créatrices d'emplois. Bien au contraire, les quatre cinquièmes des investissements directs à l'étranger ne créent aucun emploi car ils correspondent à des fusions ou des rachats d'entreprises existantes. Ainsi «investissement» signifie en réalité concentration accrue des très grandes firmes sur les différents marchés.

L'investissement soulève aussi des questions relatives à la propriété du capital de l'entreprise, liées au comportement des STN à l'égard de leurs salariés, mais aussi à l'égard

de l'environnement naturel et social dans lequel l'entreprise s'installe. L'investissement, mais plus encore le placement financier, sont devenus moins des opérations visant à créer des richesses, qu'une manière de se les approprier et de les transférer au bénéfice de certaines catégories sociales concentrées dans un petit nombre de pays.

En renégociant l'AGCS dans le sens d'une législation internationale sur l'investissement, les acteurs économiques les plus puissants au monde cherchent donc à établir en leur faveur les conditions d'une emprise sociale globale :

- en imposant de nouvelles et sévères contraintes à la capacité des gouvernements à maintenir ou à créer des normes (du droit du travail à la protection de l'environnement, en passant par les droits syndicaux dans les pays concernés) à travers une extension de l'article IV de l'AGCS sur les «réglementations intérieures». Ainsi, pour qu'une entreprise puisse porter plainte contre un Etat, il suffira qu'une mesure gouvernementale soit considérée «plus rigoureuse que nécessaire».
- en restreignant l'utilisation de fonds gouvernementaux pour les services publics. Les nouvelles négociations cherchent à étouffer le principe relatif au «traitement national» en obtenant que les subventions publiques allouées aux services publics soient directement disponibles pour des entreprises privées de services.
- en accélérant le processus visant à donner aux investisseurs étrangers un accès garanti au marché national. Cela assurerait aux STN l'accès rapide et irréversible à des marchés, notamment dans les pays du Sud.

Les domaines particulièrement visés par les négociations sont notamment les branches du secteur public dans lesquelles on enregistre une nette augmentation de la demande sociale. Depuis quelques décennies déjà, les investissements se dirigent principalement vers le secteur des services :

Votre avis nous intéresse !

Vous pouvez nous adresser vos remarques et vos opinions. Dans la mesure du possible, nous les publierons volontiers dans la rubrique *Libres propos*.

aujourd'hui, la moitié des investissements directs à l'étranger concerne ce secteur.

Dans ce cadre, la santé et l'éducation sont en train de se révéler comme les plus lucratifs de tous les services. Le marché annuel de la santé dans le monde est évalué à 3 500 milliards de dollars, et celui de l'éducation à 2 000 milliards. Dans le secteur de la santé, une part considérable des dépenses est liée traditionnellement aux médicaments. L'industrie pharmaceutique connaît une vive croissance et une rentabilité fabuleuse, profitant d'un système de prix très coûteux, même pour les populations des pays riches, et donc à fortiori pour les pays pauvres. Ce qui est particulièrement scandaleux dans la mesure où il empêche l'accès au traitement des populations du Sud.

En matière d'éducation, les investisseurs visent essentiellement certains secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle continue. Les enjeux sont multiples. L'apparition d'une offre mondiale de formation conduit à marginaliser les systèmes nationaux publics d'éducation et vise à favoriser une définition internationale des diplômes sous l'emprise des éditeurs de produits multimédias, des concepteurs et fournisseurs de services en ligne ou de télé-enseignements, des opérateurs de télécommunications et des entreprises informatiques.

Des rapports de force

Toutefois, dans ces secteurs, le mouvement des capitaux est (encore) entravé par de nombreuses législations nationales contraignantes. C'est pourquoi les grands groupes de services s'emploient activement à promouvoir leur libéralisation, notamment en se constituant en une *Coalition of Service Industries*, l'un des lobbies les plus actifs durant les négociations de l'AGCS.

Pour Pascal Couchepin, il n'y a cependant pas de raison de s'inquiéter : les gou-

vernements, explique-t-il, peuvent choisir quels secteurs ils sont prêts à soumettre aux règles de l'AGCS. Or des négociations ne se font jamais en vase clos, exempts de rapports de force. Dans les négociations précédentes, les Etats les plus intéressés à trouver de nouveaux marchés ont usé de toutes sortes de tactiques pour imposer aux pays pauvres les secteurs qu'ils *devaient* ouvrir au marché international. C'est d'ailleurs la position officielle de la délégation suisse, pour laquelle «aucun secteur ne doit être exclu a priori des négociations».⁷

Mais l'AGCS concerne aussi et surtout les pays riches : plus des 85 % des investissements directs proviennent des pays de l'OCDE et 80 % s'y dirigent.⁸ C'est là que les grands groupes font l'essentiel de leurs profits, et c'est là qu'ils veulent avoir les mains totalement libres. Une fois encore l'OMC cherche à dissoudre les craintes : en effet, l'article I.3 de l'accord en vigueur stipule que les prestations de service public offertes dans l'exercice du pouvoir gouvernemental, qui ne sont pas fournies sur une base commerciale et ne se trouvent pas en concurrence avec d'autres fournisseurs de services, sont exclues de l'AGCS. Or la plupart des services publics sont depuis longtemps partiellement ouverts au marché, d'autant plus après deux décennies de politique d'austérité.

En effet, on a assisté un peu partout à une augmentation des frais supportés par les usagers et à la suppression du caractère universel de l'accès à certains services. Dans le secteur de la santé, par exemple, certaines prestations sont désormais réservées à ceux qui peuvent se les offrir, et les malades doivent participer au financement des services de santé en assumant eux-mêmes une partie des frais de leurs traitements. Ce sous-financement des services publics n'est que l'autre face des profits réalisés ces dernières années par les grandes entreprises, et de l'enrichissement d'une minorité de privilégiés qui profitent d'allègements fiscaux massifs.⁹

Ces dernières remarques soulignent l'importance de lier le combat contre l'AGCS aux luttes contre les relais de cette politique néolibérale dans nos pays. Ainsi, dans l'Union européenne, sous le drapeau du marché unique, on a libéralisé à tout va les télécoms, le secteur de l'énergie et les transports publics. En Suisse aussi, les politiques de libéralisation et de privatisation ont bien avancé ces dix dernières années. Pour ne donner qu'un seul exemple, le plan de démantèlement du réseau postal, annoncé en début d'année, montre bien que des régions entières ne feront pas partie du «monde mondialisé» projeté par les futurs investisseurs.¹⁰

Des enjeux politiques

Dans nombre de pays du Sud, la population s'insurge contre ce développement ; en Suisse aussi la résistance se manifeste. Ces derniers mois, des usagers et des militants syndicaux ont protesté et manifesté dans plusieurs régions du pays, en particulier à l'occasion du démantèlement en cours du réseau postal. Cette mobilisation est indispensable pour créer le rapport de forces sans lequel le bradage des services publics ne saurait être arrêté.

La santé et l'éducation, mais aussi l'eau, l'énergie, ou les transports, ne sont pas des biens ordinaires ; ils répondent à des besoins sociaux essentiels de la population, dont la satisfaction doit être garantie collectivement et ne saurait être soumise à des intérêts privés. Ainsi les enjeux sont politiques autant qu'économiques et demandent une réponse politique.

Suffit-il de tenter d'aménager les règles d'un système aux implications désastreuses pour l'ensemble des populations du globe, en proposant, par exemple, simplement des amendements à l'AGCS ? Une action qui se situerait uniquement à ce niveau serait pour le moins fortement limitée par la concentra-

tion et la centralisation des pouvoirs financiers, industriels et commerciaux, cristallisées dans les STN, et face à la très grande force institutionnelle que l'OMC tire de compétences juridictionnelles uniques. N'est-il pas dès lors urgent d'ouvrir à nouveau le débat sur les contours que devrait prendre une société capable de mettre l'ensemble des ressources productives du monde au service des besoins et des aspirations de la majorité des habitants de la planète ?

Voilà des questions à poser le 10 novembre, jour de l'ouverture des négociations à Qatar, lors de la manifestation pacifique, mais déterminée, prévue devant le siège de l'OMC, à Genève.

A. P.

¹ Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyen(ne)s, CP 34, 1000 Lausanne 20, e-mail : suisse@attac.org.

² Il s'agit d'une campagne de cartes postales (site web : www.attac.org/suisse/campagnes/agcs) enjoignant le Conseil fédéral, et plus particulièrement Pascal Couchepin, à mettre les services publics hors de portée de l'OMC et à reconsidérer les engagements déjà pris en rapport avec l'Accord général sur le commerce des services (ndlr).

³ Communiqué de P. Couchepin du 31 juillet 2001 en réaction à la campagne contre l'AGCS.

⁴ Cité dans la brochure de la **Déclaration de Berne, OMC : Au service de quel monde ?**, Lausanne 2001.

⁵ Cf. **Observatoire de la mondialisation, Lumière sur l'AMI**, L'esprit frappeur, Paris 1998.

⁶ *Libération*, Paris, 30 juillet 2001.

⁷ docsonline.wto.org/gen_viewerwindow.asp?D:/DDFD/DOCUMENTS/T/S/CSS/W16.DOC. HTM.

⁸ *Neue Zürcher Zeitung*, Zurich, 3 août 2001.

⁹ Pour une critique de cette évolution, cf. **Alessandro Pelizzari, Die Ökonomisierung des Politischen**, Konstanz, UVK-Raisons d'Agir, 2001.

¹⁰ Cf. aussi la brochure d'**Attac Suisse, Du service public au service marchand**, à commander à vaud@attac.org.